

Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et des
transports

78-2025-11-26-00001

arrêté préfectoral complémentaire fixant les
modalités de suivi et de gestion des substances
per-polyfluoroalkylées (PFAS), relatif à
l'établissement exploité par la société
TotalEnergies Raffinage France situé à
Gargenville (78440) 40 avenue Jean Jaurès



**PRÉFET
DES YVELINES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**
Unité départementale des Yvelines

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE
fixant les modalités de suivi et de gestion
des substances per-polyfluoroalkylées (PFAS)
relatif à l'établissement exploité par
la société TotalEnergies Raffinage France
situé à Gargenville (78440) 40 avenue Jean Jaurès**

LE PRÉFET DES YVELINES
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le règlement n°1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 modifié concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), instituant une agence européenne des produits chimiques, modifiant la directive 1999/45/CE et abrogeant le règlement (CEE) n°793/93 du Conseil et le règlement (CE) n°1488/94 de la Commission ainsi que la directive 76/769/CEE du Conseil et les directives 91/155/CEE, 93/67/CEE, 93/105/CE et 2000/21/CE de la Commission ;

VU le règlement n°1272/2008 du Parlement européen relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances chimiques et des mélanges ;

VU le règlement 2019/1021 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 modifié concernant les polluants organiques persistants ;

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 110-1, L. 181-14, L. 511-1, L. 523-6-1 et R. 181-45 ;

VU le décret du 7 février 2024 portant nomination de Monsieur Frédéric ROSE en qualité de Préfet des Yvelines ;

VU l'arrêté ministériel 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés exploités au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°2017-41281 du 23 février 2017 modifié relatif aux conditions d'exploitation par la société TOTAL RAFFINAGE FRANCE de l'établissement situé sur les communes de Gargenville, Issou et Porcheville, 40 avenue Jean Jaurès Gargenville (78440) ;

VU l'arrêté préfectoral 78-2024-03-04-00004 du 4 mars 2024 portant délégation de signature du Préfet des Yvelines à Monsieur Victor DEVOUGE, secrétaire général de la préfecture des Yvelines, sous-préfet de Versailles ;

VU l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 6 mai 2025 relatif à l'établissement TotalEnergies Raffinage France situé à Gargenville (78440) 40 avenue Jean Jaurès ;

VU la mise à jour de l'étude d'impact de l'établissement de Gargenville transmise à l'inspection par courrier n° GGV/2009-414 LJ/SR en date du 28 décembre 2009 ;

VU les résultats des analyses menées par l'exploitant en avril, mai et juin 2024 sur la recherche des substances et composés organiques fluorés dans les eaux rejetées, transmis le 7 novembre 2024 à l'inspection des installations classées par voie électronique selon les modalités prévues par l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 susvisé ;

VU le rapport du BRGM en date du 17 janvier 2025 référencé BRGM RP-73431-FR V2, dressant un état des lieux des substances poly et perfluorées associées à l'utilisation des mousses anti-incendie ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 24 juin 2025 formalisant les constats réalisés au cours du contrôle du 27 mai 2025 ;

VU le courrier référencé 2025-040 TN en date du 5 août 2025 fournissant des éléments de réponse aux constats réalisés au cours du contrôle du 27 mai 2025 ;

VU le courrier référencé 2025-041 TN en date du 5 août 2025 fournissant des éléments de réponse aux constats réalisés au cours du contrôle du 27 mai 2025 ;

VU la demande de compléments par courriel en date du 18 août 2025 transmise par l'inspection à l'exploitant ;

VU le courriel de relance en date du 23 septembre 2025 transmis par l'inspection à l'exploitant relatif à la demande de compléments en date du 18 août 2025 ;

VU le projet d'arrêté transmis par courrier du 14 août 2025 notifié le 19 août 2025 et par courriel du 18 août 2025 à la connaissance de l'exploitant ;

VU les commentaires de l'exploitant par son courriel en date du 15 septembre 2025 ;

CONSIDÉRANT que l'établissement TERF de Gargenville emploie depuis plusieurs années certaines substances PFAS et composés organiques fluorés, notamment dans les émulseurs mis en œuvre dans les moyens de défense contre l'incendie des installations ;

CONSIDÉRANT que les campagnes de recherche de substances PFAS dans les rejets aqueux prévues par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé ont été réalisées en 2024 par l'exploitant pour son établissement de Gargenville, et que ces résultats ont été transmis à l'inspection ;

CONSIDÉRANT que les résultats d'analyse susvisés mettent en évidence la présence de plusieurs substances PFAS dans les rejets aqueux de l'installation, en quantité proche (e.g. PFPeA, 8:2 FTS), voire supérieure à la limite de quantification de 100 ng/L (e.g. PFOS, PFOA, 6:2 FTS) ;

CONSIDÉRANT que certaines substances PFAS sont susceptibles de porter atteinte à l'environnement et à la santé humaine, aux intérêts protégés au titre de l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que certaines substances PFAS présentent un caractère très persistant dans l'environnement (au sens du règlement n°1272/2008 susvisé) ;

CONSIDÉRANT qu'outre les émulseurs mis en œuvre dans la défense incendie du site, les eaux en amont des installations peuvent également être sources de substances PFAS dans les rejets ;

CONSIDÉRANT que selon l'étude d'impact susvisée de l'exploitant, les eaux entrantes des installations sont issues notamment des eaux souterraines issues des puits de rabattement, de l'eau pompée en Seine et du réseau d'alimentation en eau potable ;

CONSIDÉRANT que les substances PFAS ne disposent pas, à ce jour, à l'exception de l'acide perfluorooctanesulfonique (PFOS), de valeurs limite d'émission dans la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il convient en cohérence avec les articles L. 110-1 et L. 523-6-1 du code de l'environnement que TotalEnergies Raffinage France mette en œuvre une démarche d'investigation, de réduction, de suppression et de surveillance de ces rejets ;

CONSIDÉRANT qu'au jour du contrôle du 27 mai 2025, cette démarche n'était pas mise en œuvre, et que cette absence a été constatée par l'inspection dans son rapport en date du 24 juin 2025 susvisé reçu par l'exploitant le 3 juillet 2025 ;

CONSIDÉRANT qu'il convient, afin de vérifier l'efficacité de la démarche de l'exploitant une fois mise en œuvre, de mettre en place une surveillance des rejets aqueux en substances PFAS ;

CONSIDÉRANT que par courriers référencés 2025-040 TN et 2025-041 TN susvisés, l'exploitant propose a posteriori des éléments correspondant en partie à la démarche susmentionnée ;

CONSIDÉRANT que l'examen par l'inspection des éléments transmis par l'exploitant via les courriers référencés 2025-040 TN et 2025-041 TN susvisés conclut à leur caractère incomplet ;

CONSIDÉRANT l'absence de réponse par l'exploitant à la demande de compléments du 23 septembre 2025 à la date de signature du présent arrêté ;

CONSIDÉRANT que les règlements européens susvisés interdisent non seulement des molécules nommément désignées appartenant à la famille des substances PFAS mais également les substances apparentées à ces molécules, que seule la méthode Top Assay permet de mettre en évidence ;

CONSIDÉRANT que le retour d'expérience en Ile-de-France montre que sur plusieurs installations comparables à celle de l'exploitant, une analyse de l'émulseur prélevé en cuve a mis en évidence des teneurs non négligeables en PFAS liés aux émulseurs antérieurs, que la simple fourniture d'une fiche de données de sécurité correspondant à la dernière génération d'émulseurs ne permet pas de caractériser ;

CONSIDÉRANT que la comparaison des émulseurs utilisés par l'exploitant avec ceux recensés dans le rapport BRGM RP-73431-FR V2 susvisé recensant les PFAS dans les émulseurs anti-incendie ne permet pas de s'assurer qu'ils soient conformes à la réglementation applicable et qu'il convient donc de prescrire une analyse de ces émulseurs à l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant indique dans le courriel du 15 septembre 2025 susvisé que le volume des eaux souterraines représente moins de 0,1% des eaux pompées par le site ces dernières années ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

ARRÊTE

TITRE 1 – PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES

ARTICLE 1 - EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société TotalEnergies Raffinage France, dont le siège social est situé 2 place Jean Millier - La Défense à Courbevoie (92400) est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté à poursuivre l'exploitation de ses installations sur les territoires des communes d'Issou, Porcheville et de Gargenville (78440), au 40 avenue Jean Jaurès à Gargenville.

Le présent arrêté s'applique sans préjudice des arrêtés préfectoraux antérieurs.

ARTICLE 2 - RESTRICTIONS D'UTILISATION DE CERTAINES SUBSTANCES PFAS DANS LES MOUSSES ANTI-INCENDIE

Article 2.1. Modification d'un acte antérieur

L'avant-dernier alinéa de l'article 9.1.6.1 « Moyens disponibles » du titre 9 de l'arrêté préfectoral du 23 février 2017 modifié susvisé est remplacé par : «

Une analyse chimique des émulseurs est réalisée tous les ans afin de garantir la qualité du produit. Chaque réserve d'émulseur est disponible en conteneur de 1000 litres minimum. Les capacités en fût de 200 litres ne sont pas comptées comme réserve d'émulseur. »

Article 2.2. Identification des substances PFAS contenus dans les émulseurs

L'exploitant réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS contenues dans les émulseurs utilisés au sein de des installations pour former des mousses d'extinction d'incendie.

Cette campagne porte a minima sur l'analyse des substances listées en annexe au présent arrêté.

Les mesures (prélèvement et analyse) sont effectuées selon la méthode Top-Assay (Total Oxidizable Precursor Assay) par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

Pour chacune des substances PFAS mesurées, les limites de quantification réglementaires applicables sont respectées. Lorsqu'aucune limite maximale de concentration n'est définie dans la réglementation, le laboratoire devra utiliser une limite de détection appropriée permettant de détecter la présence de la substance.

Si une substance PFAS n'est pas quantifiée, la mention « non quantifiée » est précisée.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les résultats commentés de la campagne d'analyse visant les émulseurs utilisés au sein des installations pour former des mousses d'extinction d'incendie dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2.3. Plan de remplacement des émulseurs contenant des substances PFAS

L'exploitant établit et transmet à l'inspection, au plus tard un an à compter de la notification du présent arrêté, un plan de remplacement consolidé des émulseurs contenant des substances PFAS mis en œuvre au sein des installations, comprenant des actions soumises à échéance tenant compte des différentes contraintes réglementaires vis-à-vis de l'ensemble des substances PFAS et notamment :

- le choix des émulseurs de remplacement et la vérification de leur compatibilité le cas échéant avec les équipements de la défense contre l'incendie ;
- le phasage du remplacement avec la définition des mesures compensatoires mises en œuvre pendant le temps d'indisponibilité des équipements de la défense contre l'incendie ;
- le cas échéant, les modalités de nettoyage par rinçage des équipements prévu pour obtenir un taux de substances PFAS dans les eaux de rinçage respectant les exigences en vigueur, notamment les règlements n° 1907/2006 et n° 2019/1021 susvisés ainsi que l'arrêté du 2 février 1998 modifié susvisé ;
- le cas échéant, les modalités de retrait et/ou démantèlement des équipements ayant contenu des substances PFAS ;
- les modalités de re-remplissage des équipements par des émulseurs respectant les exigences des règlements n° 1907/2006 et n° 2019/1021 susvisés ;
- la réalisation de tests de mesures réelles, telles qu'envisagées selon les indications de l'exploitant lors du contrôle de 27 mai 2025, afin de vérifier que les débits eau/mousse au niveau des différentes installations du site respectent les prescriptions de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié susvisé et des titres 8 et 9 de l'arrêté préfectoral du 23 février 2017 modifié susvisé ;
- les modalités de stockage et d'évacuation des anciens émulseurs, des eaux de rinçage et des équipements retirés et/ou démantelés dans le cadre du remplacement.

L'exploitant met en œuvre le plan de remplacement susmentionné et tient les justificatifs de réalisation des actions qu'il prévoit à disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 3 - INVESTIGATION, RÉDUCTION, SUPPRESSION ET SURVEILLANCE DES REJETS AQUEUX DE SUBSTANCES PFAS DANS LES EAUX SUPERFICIELLES

Article 3.1. Investigation

L'exploitant détermine les origines possibles de la présence de substances PFAS ou de composés organiques fluorés dans ses rejets aqueux en complétant les investigations précédemment réalisées selon les termes de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé, en réalisant notamment :

- une identification entre les substances PFAS rejetées (selon les résultats d'analyses susvisés issus des campagnes de 2024) et celles mises en évidence à la suite des mesures réalisées en application de l'article 2.2. du présent arrêté ;
- la recherche de toute autre source en substances PFAS et en composés organiques fluorés dans les activités exercées et produits mis en œuvre au sein des installations ;
- la recherche de toute source extérieure en substances PFAS et en composés organiques fluorés ayant pu influencer les résultats des mesures effectuées par l'exploitant parmi lesquelles l'utilisation ou la présence de puits et des activités susceptibles d'émettre des substances PFAS de composés organiques fluorés.

L'exploitant transmet le résultat de ses investigations à l'inspection dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 3.2 Recherche de substances PFAS dans les prélèvements et consommations d'eau

L'exploitant met en place une analyse des eaux en amont de leur utilisation au sein des installations, pour les sources d'alimentation suivantes, portant sur la quantité totale de substances PFAS présente en équivalent fluorure par l'utilisation de la méthode indiciaire par adsorption du fluor organique (AOF) et sur les substances PFAS listées en annexe au présent arrêté : eaux souterraines issues des puits de rabattement, eau pompée en Seine, eau potable.

L'analyse est réalisée sur des prélèvements ponctuels :

- uniques pour les eaux souterraines issues de puits de rabattement et pour l'eau potable ;
- selon une périodicité trimestrielle pour l'eau pompée en Seine.

L'exploitant s'assure systématiquement de la représentativité du prélèvement et prend en compte la variabilité éventuelle de la qualité de ces eaux.

Les mesures et prélèvements de l'eau pompée en Seine mentionnés au présent article sont réalisés pendant au minimum un an à compter de la notification du présent arrêté. À l'issue de cette période, en fonction des résultats d'analyse obtenus, l'exploitant peut proposer le cas échéant une adaptation des modalités de surveillance (paramètres et fréquence d'analyse). Cette proposition, accompagnée d'un dossier technique argumenté, est soumis à l'accord de l'inspection des installations classées.

L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyses, à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois suivant la réception des résultats des analyses.

Article 3.3. Surveillance

L'exploitant met en place une surveillance de ses émissions en substances PFAS ou en composés organiques fluorés au niveau du point de rejet objet des trois campagnes d'analyses initiales, défini à l'article 4.3.5 de l'arrêté préfectoral du 23 février 2017 modifié susvisé, notamment dans le but de vérifier l'efficacité des actions mises en œuvre en application de l'article 2.3 du présent arrêté.

Cette surveillance porte sur les substances PFAS listées en annexe et s'effectue selon une périodicité mensuelle.

Les modalités de mesure et de prélèvement respectent les prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 mars 2023 susvisé, notamment son article 4.

L'ensemble des résultats est communiqué à l'inspection des installations classées selon les modalités prévues par l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 susvisé.

L'ensemble des mesures et prélèvements mentionnés au présent article est réalisé pendant au minimum un an à compter de la notification du présent arrêté. À l'issue de cette période, en fonction des résultats d'analyse obtenus, l'exploitant peut proposer le cas échéant une adaptation des modalités de surveillance (paramètres et fréquence d'analyse). Cette proposition, accompagnée d'un dossier technique argumenté, est soumise à l'accord de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 4 - ÉCHÉANCES

Le tableau ci-après récapitule les échéances relatives aux actions à effectuer par l'exploitant ou aux documents à transmettre à l'inspection des installations classées. Il n'a pas vocation à remplacer les prescriptions du présent arrêté.

Article du présent arrêté	Action à réaliser ou document à transmettre	Échéance à compter de la notification du présent arrêté
Article 2.2	Résultats commentés de la campagne d'analyse visant les émulseurs utilisés au sein de ces installations pour former des mousses d'extinction d'incendie à l'inspection	Un mois
Article 2.3	Plan de remplacement consolidé des émulseurs contenant des substances PFAS mis en œuvre au sein des installations	Un an
Article 3.1	Résultats des investigations des origines possibles des substances PFAS ou composés organiques fluorés dans les rejets aqueux	Un mois
Article 3.2	Mise en place d'analyses des substances PFAS et composés organiques fluorés contenus dans les eaux en amont des installations	Dès notification
Article 3.3	Mise en place d'une surveillance mensuelle des émissions en substances PFAS ou en composés organiques fluorés au niveau du point de rejet en Seine des installations	Dès notification

TITRE 2 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS - MESURES DE PUBLICITÉ - EXÉCUTION

ARTICLE 5 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, notamment au moyen de l'application Télérecours Citoyens (<https://citoyens.telerecours.fr>):

1°) par le destinataire de la présente décision dans le délai de deux mois qui suit la date de notification du présent arrêté ;

2°) par les tiers intéressés, dans le délai de deux mois à compter de l'affichage en mairie ou la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour de l'affichage de la décision.

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois, d'un recours gracieux ou hiérarchique. Ce recours administratif interrompt le cours du délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

ARTICLE 6 - MESURES DE PUBLICITÉ

Pour l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée dans les mairies de Gargenville, Porcheville et Issou où toute personne intéressée peut la consulter.

Un extrait est affiché dans les mairies de Gargenville, Porcheville et Issou pendant une durée minimum d'un mois. Le maire dresse un procès-verbal attestant de l'accomplissement de ces formalités.

Une copie de cet arrêté est accessible sur le site internet de la Préfecture des Yvelines pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 7 - EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture des Yvelines, le sous-préfet de Mantes-la-Jolie, les maires de Gargenville, Porcheville et Issou, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 26 novembre 2025

Pour le préfet, par délégation,
Pour la Directrice, par subdélégation,
la Chef de l'unité départementale,

Delphine DUBOIS

ANNEXE - LISTE DES SUBSTANCES PFAS OBJET DES PRESCRIPTIONS DU PRESENT ARRETE

Nom	Abréviation	N° CAS	Code Sandre
Acide perfluorohexanoïque	PFHxA	307-24-4	5978
Acide perfluoroheptanoïque	PFHpA	375-85-9	5977
Acide perfluorooctanoïque	PFOA	335-67-1	5347
Acide perfluorononanoïque	PFNA	375-95-1	6508
Acide perfluorodécanoïque	PFDA	335-76-2	6509
Acide perfluoroundécanoïque	PFUnDA ; PFUnA	2058-94-8	6510
Acide perfluorododécanoïque	PFDoDA ; PFDoA	307-55-1	6507
Acide perfluorotridécanoïque	PFTTrDA ; PFTTrA	72629-94-8	6549
Acide perfluorohexane sulfonique	PFHxS	355-46-4	6830
Acide perfluoroheptane sulfonique	PFHpS	375-92-8	6542
Acide perfluorooctane sulfonique	PFOS	1763-23-1	6560
Acide perfluorononane sulfonique	PFNS	68259-12-1	8739
Acide perfluorodecane sulfonique	PFDS	335-77-3	6550
Acide perfluoroundécane sulfonique	PFUnDS	749786-16-1	8740
Acide perfluorododécane sulfonique	PFDoDS	79780-39-5	8741
Acide perfluorotridécane sulfonique	PFTTrDS	791563-89-8	8742
6:2 Fluorotélomère sulfonamide betaine	6:2 FTAB	34455-29-3	7991
6:2 Fluorotélomère sulfonamido propyl dimethyl amine	6:2FTSaAm	34455-22-6	7992
1H,1H,2H,2H-perfluorooctane sulfonate	6:2 FTS	27619-97-2	7893
1H,1H,2H,2H-perfluorodecane sulfonate	8:2 FTS	39108-34-4	7946
8:2 Fluorotélomère sulfonamide betaine	8:2FTAB	757124-72-4	7945
1H,1H,2H,2H-perfluorohexane sulfonate	4:2 FTS	757124-72-4	7945
Perfluorooctane sulfonamide	PFOSA	754-91-6	6548
N-Methyl perfluorooctane sulfonamide	MePFOSA	31506-32-8	7089
N-Methyl-N-(2-hydroxyethyl) perfluorooctanesulfonamide	MeFOSE	24448-09-7	9210
Acide heptafluorobutanoïque	PFBA	375-22-4	5980
Acide perfluorobutanesulfonique	PFBS	375-73-5	6025
Acide perfluoro-n-pentanoïque	PFPeA	2706-90-3	5979
Acide perfluoropentanesulfonique	PFPeS	2706-91-4	8738
Acide perfluorotétradécanoïque	PFTeA ; PFTeDA	376-06-7	6547

En fonction de l'avancée des connaissances, notamment du mode de dégradation ou de recombinaison des substances PFAS et composés organiques fluorés, et de la mise au point de méthodes analytiques normées ou standardisées, cette liste peut être complétée de nouvelles substances et composés organiques fluorés identifiés.